

L'étincelle, les flammes & le phare

Conceptualisation, internationalisation & représentation



L'histoire suisse contemporaine a besoin d'un renouvellement méthodologique. Après le tournant critique des années 1980 et 1990, lorsque les historiens helvétiques ont très tardivement abandonné les mythes sur la neutralité et la démocratie séculaire qui avaient dominé l'historiographie de l'après-guerre, les positions se sont sclérosées. Les trois essais présentés ici tentent, modestement, d'indiquer quelques pistes pour rafraîchir l'approche historique. Le premier fait un pas vers les concepts de politologie pour interroger l'existence d'un impérialisme suisse à la Belle Epoque. Le second élargit le cadre d'analyse sur la grève générale de novembre 1918 en replaçant cet événement dans une perspective internationale. Le troisième prend en compte les représentations culturelles afin d'expliquer le consensus autour du secret bancaire dans la société suisse après la Seconde Guerre mondiale.

I.

L'étincelle

A la recherche de l'impérialisme suisse

Une jeune fille sort de l'eau glacée

L'histoire est une discipline réfractaire à la conceptualisation. Lorsque le discours sur une période ou un événement est pleinement maîtrisé, il se défait des artifices linguistiques et ôte son maquillage intellectuel pour s'imposer de lui-même. Tout se passe alors comme si la construction historique tenait debout toute seule, sans l'usage de béquilles scientifiques, d'artefacts conceptuels ou du jargon académique. L'évidence de la vérité est exposée dans sa nudité, crue et claire. L'historien n'a plus besoin de légitimer son propos, il assume son historicité. D'ailleurs, il semble lui-même avoir disparu. Il a déclenché une étincelle au milieu d'une chambre obscure, on ne perçoit maintenant de lui plus que son index et son pouce, tenant le bout d'une allumette qui se consume.

En raison de cette exigence de dépouillement, Clio apparaît souvent, au premier regard, sous les traits d'une femme austère. Mais c'est faire injustice à la beauté du dénuement. L'histoire révèle un corps fin et brillant, celui d'une jeune fille sortant de l'eau glacée.

Du concept en histoire

Parfois, cependant, l'historien doit procéder à une clarification méthodologique. Il en va ainsi par exemple de l'histoire économique. La scientificité apparente du chiffre l'oblige à délimiter précisément les apports et les biais de son appareil statistique. D'autres fois, l'historien doit faire un détour par la politologie, la sociologie ou la linguistique, lorsque l'emploi d'un mot ou d'une notion est à tel point controversé qu'il peut avoir un sens et son contraire. Cela est vrai de l'impérialisme. L'impérialisme, c'est l'expansion d'un empire. Son histoire remonte à l'Antiquité, même si, à l'époque moderne, elle a connu un tournant fondamental avec le commencement de la colonisation par les puissances européennes. Toutefois, la signification du terme s'est modifiée au début du XXe siècle.

Si la conception de l'impérialisme s'est transformée à la Belle Epoque, c'est avant tout parce que les puissances impériales ont changé leur mode d'expansion. On remarque une différence de degré, évidente : durant les trois

décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale, les empires coloniaux s'agrandissent à un rythme inégalé jusqu'alors. En quelques années, l'Afrique sub-saharienne est partagée entre les grands pays européens. A cela s'ajoute une différence de nature. A côté de la colonisation de peuplement et de l'expansion commerciale, apparaît une nouvelle forme d'impérialisme, financier, fondé sur l'exportation des capitaux depuis les pays riches vers les pays pauvres. Ce néo-impérialisme, constitué par la mise en dépendance financière grâce au surplus de capital en Europe, n'est pas nécessairement un colonialisme. Il précède parfois la colonisation, comme en Egypte, ou il peut la suivre, dans certaines colonies françaises. Il peut aussi très bien se passer de toute colonisation formelle. Les immenses investissements effectués en Amérique du Sud subordonnent ces pays à la puissance britannique, qui peut aller jusqu'à dicter leur politique. Les très gros emprunts sur le marché parisien des pays de l'Est de l'Europe ou de la Russie participent d'une politique clientéliste de la France à leur égard et au raffermissement de ses alliances internationales. Mais ni les uns ni les autres ne débouchent sur une conquête coloniale.

L'intensification de la colonisation et l'exportation de capitaux ont amené les contemporains à reconsidérer l'analyse de l'impérialisme durant la Belle Epoque. Selon les canons de l'histoire intellectuelle, avec tout l'arbitraire de la consécration, on devrait à Hobson la parenté de ce renouvellement, à laquelle succéderait l'analyse de Luxemburg, influençant par la suite celle de Lénine. Mais d'autres auteurs ont apporté des contributions importantes, ainsi de Boukharine en 1915, dont le pamphlet de Lénine, écrit l'année suivante, n'est pas beaucoup plus qu'un résumé mal dégrossi. Tous ces auteurs ont en commun d'associer la transformation de l'impérialisme à la puissance financière et à l'exportation de capitaux. L'impérialisme est, selon eux, une forme nouvelle d'expansion permettant à des économies riches, disposant d'abondantes liquidités, de poursuivre l'accumulation du capital en recherchant à l'étranger des profits supérieurs. Il n'empêche qu'à partir de cette base commune, les analyses divergent sensiblement, ce qui résulte en partie de ce que les auteurs ne les fondent pas sur les mêmes expériences impérialistes. Les différences ne tiennent pas seulement à ce que Hobson, en progressiste réformiste, entrevoit la possibilité de contrer l'impérialisme par une mutation du capitalisme dans les métropoles grâce à une hausse du pouvoir d'achat des salariés, tandis que, pour Luxemburg ou Lénine, l'impérialisme devrait précipiter ultimement la chute du capitalisme et mener à la guerre et à la révolution. En réalité, ces auteurs parlent de choses assez différentes.

Lorsque Hobson écrit sur l'impérialisme, se référant au cas de l'Afrique noire, il évoque essentiellement une intensification de la colonisation, provoquée par la finance, et ouvrant les marchés à l'exportation du capital. A l'opposé, Luxemburg fonde son raisonnement surtout sur des expériences

d'impérialisme financier, comme en Egypte ou dans l'Empire Ottoman. L'exportation du capital et la mise en dépendance des économies par les crédateurs internationaux précèdent, dans ces cas, la colonisation, celle-ci demeurant toutefois une issue probable à la subordination financière. Quant à Lénine, il part du raisonnement de Hilferding sur les tendances à la concentration des sociétés privées et à la constitution dans les pays riches d'un capitalisme financier, dominé par les banquiers, pour contrer la baisse du taux de profit. L'exportation du capital par les grandes entreprises et la constitution d'alliances internationales entre elles dans les pays pauvres sont deux autres réponses des capitalistes à ce danger. Dans la logique de l'argumentation de Lénine, lorsqu'il est question d'investissements étrangers, même si d'autres placements comme les emprunts étatiques sont mentionnés, il est donc fait avant tout référence à une forme spécifique, les investissements directs des multinationales. Finalement, ces quatre caractéristiques du capitalisme monopolistique mènent, comme chez Luxemburg, à une cinquième, la colonisation.

La lecture proposée par Lénine est de loin la moins bonne. On ne s'attardera pas sur les défauts formels de son texte qui n'a qu'un intérêt documentaire, celui d'être une source très influente à l'instar d'autres pamphlets écrits par d'autres éminents personnages. Ce qui a de plus grave, c'est que Lénine ne prend pas la pleine mesure de l'exportation du capital pendant la Belle Epoque. A vrai dire, en dépit du soi-disant passage au capitalisme monopolistique, l'expansion financière s'exprime alors pour l'essentiel par des placements de portefeuille, les investissements directs représentant environ un dixième des exportations de capitaux. Lénine se trompe donc de cheval de bataille. L'autre faiblesse de son analyse réside dans l'articulation de l'argument. Comment passer de la constitution de ces grandes alliances internationales entre intérêts privés pour se partager le monde au colonialisme et à la recrudescence des tensions interétatiques, conduisant à la guerre et à la révolution ? On ne le sait pas, c'est pourtant là un point crucial, étant donné que Lénine cherche à combattre l'idée de Kautsky, selon laquelle les ententes entre puissances impériales pourraient avoir une issue pacifique. L'incohérence du raisonnement n'a pas empêché que ces fameuses cinq caractéristiques demeurent jusqu'à aujourd'hui une sorte de vulgate, aisément maniable puisque parfaitement lapidaire, pour décoder l'impérialisme à l'âge classique.

En réalité, c'est chez Boukharine que l'on trouve la clé de l'analyse léniniste et une étude marxiste de l'impérialisme beaucoup plus rigoureuse. Boukharine identifie deux tendances contradictoires dans les économies riches de la Belle Epoque, l'une à la nationalisation, l'autre à l'internationalisation. La première transparaît dans la concentration des entreprises, la cartellisation et la constitution d'un capitalisme financier à l'échelle nationale, ceci avec

l'intervention de l'Etat et une hausse du protectionnisme. La seconde se traduit par la colonisation, pour trouver de nouveaux débouchés commerciaux ou des matières premières, et par l'exportation du capital. De cet antagonisme entre nationalisme économique et expansion internationale, jaillissent les confrontations entre puissances concurrentes, la guerre et la révolution.

Si l'on passe outre le texte de Lénine, il est clair que ces conceptualisations de l'impérialisme apportent des grilles de lecture fécondes à l'interprétation historique. Il est tout aussi évident cependant qu'au-delà de certaines thèses excessives, comme la surévaluation de Boukharine de l'interventionnisme étatique avant la guerre, à un moment où tous les Etats sont encore chétifs, ces penseurs font preuve d'un économisme trop étroit. D'autres auteurs ont proposé, en effet, une lecture plus politique de l'impérialisme. Schumpeter en a fait un résidu de la force déclinante des classes aristocratiques, vouées à disparaître avec l'essor du capitalisme. L'impérialisme, qui est ici un colonialisme, n'est donc pas causé par le capitalisme, au contraire, il est une anomalie passiste. Tout en prenant en compte l'importance de l'économie et de la bourgeoisie dans son analyse de l'impérialisme, Arendt, non sans quelques bonnes raisons, a insisté quant à elle sur l'influence du racisme dans la conquête de l'Afrique avant la Première Guerre mondiale.

Bien que l'apport de telles études ne soit pas négligeable, l'objection principale à l'économisme des auteurs classiques se situe pourtant ailleurs. L'expansion économique à la Belle Epoque, a fortiori l'exportation du capital, est tout autant un but promu par les Etats pour soutenir les capitalismes nationaux qu'un instrument de la puissance des Etats pour supporter des objectifs politiques et géostratégiques. L'histoire du colonialisme et de l'impérialisme français, comme l'a montré un Girault, le démontre exemplairement. La colonisation répond aussi à des objectifs de politique intérieure, pendant que les immenses emprunts internationaux accordés par la France sont une arme pour nouer et consolider les ententes internationales et contrer le danger présenté par le militarisme prussien. C'est seulement en admettant que le rapport entre les intérêts économiques et ceux politiques est complexe et ne se résume pas à une instrumentalisation de l'Etat par le capital que l'on peut comprendre la multiplicité des formes d'impérialisme et saisir la dynamique économique et politique qui aboutit à la Première Guerre mondiale.

L'histoire en concept

Y a-t-il un impérialisme suisse ? Voilà une question qui devrait surprendre les historiens français ou britanniques. Pourtant, aussi étonnant cela puisse-t-il paraître, la majorité des historiens suisses ont répondu à cette interrogation par

l'affirmative, non sans faire montre souvent de quelques hésitations. L'impérialisme suisse, pour autant qu'on admette son existence, aurait en effet une forme spécifique. Il serait bien entendu un impérialisme sans colonies. Mais ce n'est pas tout. Selon les auteurs, il faudrait parler d'un impérialisme oblique, secondaire, masqué, feutré ou rentier, il agirait dans le sillage des grandes puissances ou il serait une expression du *business imperialism*, soit de l'influence à l'étranger des intérêts privés sans le soutien de l'Etat. Et ce n'est là qu'un échantillon des usages multiples du terme. Chacun avance ainsi sa propre conception d'un impérialisme à la Suisse, ce qui a l'avantage d'éviter toute confrontation d'idées entre les historiens et d'éviter le redouté comparatisme avec les expériences étrangères. Le flou conceptuel est d'autant plus prononcé que rarement les historiens prennent la peine de préciser en fonction de quelle définition de l'impérialisme ils évaluent le cas de la Suisse. D'où la nécessité du rapide détour conceptuel qui vient d'être effectué.

Si les historiens peuvent évoquer un impérialisme helvétique, sans crainte pour leur carrière académique, c'est essentiellement parce que la Suisse devient, à partir de la Belle Epoque, une exportatrice de capitaux. C'est là un phénomène tout à fait singulier et dont les historiens étrangers n'ont souvent pas conscience. En valeur absolue, la Suisse est le cinquième plus gros exportateur de capitaux derrière la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis. Durant l'entre-deux-guerres, en raison du déclin du portefeuille allemand d'investissements, elle passe probablement en quatrième position. Et l'histoire se poursuit après la Seconde Guerre mondiale, la Suisse demeurant par exemple, pendant plusieurs décennies, le premier investisseur de portefeuille aux Etats-Unis en valeur absolue. Cette situation exceptionnelle, l'économie suisse la doit à son enrichissement pendant le XIXe siècle, fruit de deux révolutions industrielles réussies. Par la suite, l'absence de participation aux conflits mondiaux a renforcé la position relative du capitalisme helvétique à l'échelle internationale, ce qui s'est traduit notamment par l'expansion de ses multinationales.

Mais la capacité financière de la Suisse découle surtout de sa fonction de plaque tournante du capital en Europe. Dès la fin du XIXe siècle, d'abondants capitaux étrangers sont placés en Suisse, afin d'être réinvestis sur les marchés tiers. A partir de la Première Guerre mondiale, le conservatisme politique, la stabilité monétaire et la fiscalité indolore dans la Confédération, le tout couplé à un secret bancaire rigoureusement respecté, transforment la Suisse en un refuge pour les avoirs en fuite. Les banques helvétiques deviennent des immenses gestionnaires de fortune, et ce marché de niche continuera de prospérer, comme on le sait, après la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est donc pas seulement l'épargne suisse qui est exportée sur les marchés étrangers. C'est plus encore du capital importé.

La Suisse est une très grosse exportatrice de capitaux. Aucun doute à cela. Est-ce là cependant un constat suffisant pour pouvoir évoquer l'existence d'un impérialisme ? Si l'on se réfère aux auteurs évoqués précédemment, la réponse est négative. Chez aucun d'entre eux, l'impérialisme ne se résume à l'exportation du capital. La Suisse aurait-elle dès lors les autres caractéristiques de l'impérialisme ? On doit d'abord relever une évidence : le cas helvétique ne peut pas entrer dans des analyses comme celles de Hobson, de Schumpeter ou d'Arendt, puisque celles-ci font de l'impérialisme une forme de colonialisme ou d'agrandissement territorial. Il faudrait aller, par conséquent, vers les propositions marxistes, ou marxisantes, pour pouvoir identifier un impérialisme suisse. On a du mal toutefois à identifier les formes d'expansion du capitalisme suisse à l'analyse de Luxemburg. Non seulement parce que l'auteure voit dans le colonialisme un aboutissement probable de l'impérialisme financier. Mais, en amont de cela, Luxemburg envisage des pratiques de subordination totale des pays du Sud à l'égard des crédateurs. Il est difficile de trouver un seul exemple dans lequel la Suisse a pu se placer dans une situation si heureuse, un privilège réservé aux toutes grandes puissances. Au mieux, les capitalistes helvétiques se sont-ils associés à ces entreprises impérialistes, en tant que *junior partner*. Il en est de même de l'analyse proposée par Boukharine. Les tendances au nationalisme et à l'internationalisation de l'économie sont certes à l'œuvre en Suisse pendant la Belle Epoque, et surtout après la guerre. Il n'en reste pas moins que l'impérialisme est envisagé chez Boukharine comme une stratégie de conquête des pays pauvres avec l'appui de la puissance militaire des Etats, incompatible avec l'histoire de la politique suisse.

Ce serait donc le pamphlet de Lénine qui devrait servir de base à l'analyse de l'impérialisme suisse. Après tout, la Suisse possède peut-être bien quatre des cinq caractéristiques proposées par le leader bolchevique. Concentration économique, constitution d'un capitalisme financier, investissements directs à l'étranger et alliances privées internationales : tout ceci se trouve à partir de la fin du XIXe siècle dans le capitalisme suisse. Sans tenir compte de ce que les confrontations coloniales restent un élément central de l'analyse de Lénine, puisque ce sont celles-là qui devraient précipiter la fin du capitalisme, on comprend pourtant l'implication intellectuelle d'une telle conclusion. Faudrait-il fonder l'analyse historique du capitalisme suisse sur un schéma d'analyse aussi friable ? Poser la question, n'est-ce pas y répondre ?

Du concept à l'histoire

On objectera à ces objections que c'est précisément parce que l'impérialisme suisse entre assez mal dans les conceptions classiques de l'impérialisme qu'on a édulcoré sa désignation. Il est secondaire, parce qu'il agit à l'arrière des

grandes puissances, il est masqué, parce qu'il n'emploie pas des pratiques aussi coercitives, ou du moins pas aussi ostensiblement que les pays coloniaux ne le font. Mais, par l'adoucissement du concept, ne perd-on pas la signification réelle de l'impérialisme en le dissolvant dans ce qui relève simplement du capitalisme financier ? Selon l'analyse de tendance marxiste, l'impérialisme, c'est, somme toute, ce qui mène à la confrontation des puissances et à la guerre. En parlant d'un impérialisme feutré, ce bel oxymore, n'abandonne-t-on pas en fin de compte la violence propre à l'expansion impérialiste qui la distingue des mécanismes de pouvoir et d'accroissement des inégalités causés par la simple dynamique du capitalisme ?

D'autant plus que l'on peut formuler deux autres critiques fondamentales à l'idée d'un impérialisme suisse. La première est statistique. Bien que le volume des capitaux exportés de Suisse soit considérable, la grande majorité des investissements étrangers sont placés sur les marchés des pays occidentaux. C'est là une différence de taille avec la Grande-Bretagne, par exemple, dont les capitaux ont été exportés principalement jusqu'à la Seconde Guerre mondiale à l'intérieur de l'Empire et dans d'autres pays extra-occidentaux. Durant les années 1920, une fois passé l'hyperinflation, les capitaux suisses ont comme première destination, l'Allemagne, avant que les banques ne se réorientent sur le marché états-unien à partir de la seconde moitié des années 1930, une tendance qui se poursuit après la Seconde Guerre mondiale. Impossible d'évoquer un impérialisme suisse à l'égard de ces pays. Au plus est-il correct de parler d'une ascendance financière de la Suisse, comme, à plusieurs périodes, dans les relations avec la France. Certes quelques contre-exemples peuvent être cités pour des économies semi-développées, comme l'Argentine ou l'Italie du Nord, où les capitaux suisses se dirigent en abondance dès la seconde moitié du XIXe siècle. Mais, dans le premier pays, l'économie suisse est très loin de se trouver dans la position dominante de la Grande-Bretagne. Quant aux intérêts suisses dans certaines régions italiennes, ils n'ont pas une importance suffisante pour mettre le pays dans un réel état de subordination à l'égard de la Suisse.

La seconde critique est tout autant essentielle. Pour les principaux schémas d'analyse, marxiste ou non, l'impérialisme se distingue du simple capitalisme par l'intervention à des degrés divers de l'Etat. Quand l'impérialisme présuppose la colonisation, le constat est évident. Chez les auteurs comme Boukharine ou Luxemburg, qui admettent un impérialisme sans colonies, il n'en va pas autrement. Quant à Lénine, ce sont les lacunes de l'analyse qui lui font passer sous silence la fonction des Etats, puisque, sans eux, on peine à voir comment les alliances internationales se transformeraient en guerre entre puissances coloniales. Autrement dit, l'impérialisme est le fruit d'une politique de domination qui, selon ces auteurs, puise son origine dans le fonctionnement du capitalisme et les intérêts économiques, mais qui s'appuie pour arriver à

leurs fins sur la puissance étatique. Or, une chose est claire, c'est qu'en Suisse, de l'avis de tous les historiens, l'Etat est notoirement absent des stratégies d'expansion économique internationale jusqu'à la Première Guerre mondiale. La situation se modifie quelque peu à partir du conflit, mais l'intervention de l'Etat reste très modérée, en dépit de ce que les dirigeants confédéraux partagent pleinement les ambitions des chefs de l'économie. Elle s'incarne surtout dans un soutien diplomatique et dans une défense du capitalisme financier lors des négociations économiques internationales. De là à parler d'une politique de conquête, il y a un grand pas, qu'il paraît difficile de franchir.

On est bien obligé de conclure qu'à moins d'édulcorer la notion au point d'en travestir le sens, l'impérialisme suisse demeure introuvable. Ce douloureux constat n'est aucunement un plaidoyer pour parer Helvetia d'un drap blanc et renouer avec les histoires séculaires de la neutralité. Car une chose est sûre : si les dirigeants suisses n'ont pas mis en œuvre un programme impérialiste, c'est surtout parce qu'ils ne disposaient pas de la force de frappe des grandes puissances. Cette seconde conclusion est aussi imparable que la première. Les dirigeants confédéraux, dans l'ensemble, n'ont aucunement condamné le colonialisme. Au contraire, ils ont constamment essayé de profiter des entreprises impériales pour développer des affaires internationales, en caressant parfois le doux rêve d'une colonisation ou d'une expansion territoriale. L'économie rentière suisse, gonflée par les fortunes étrangères, a permis, par ailleurs, l'adoption de méthodes impérialistes. L'emprunt lié est ainsi devenu, à partir de la Grande Guerre, un des meilleurs arguments de la Confédération pour obtenir des concessions, politiques ou commerciales, à l'endroit des pays étrangers. A défaut de pouvoir prendre part aux confrontations des empires, les élites confédérales ont donc adopté des attitudes et des pratiques impérialistes, jouant avec les capitaux des autres sur le terrain des grandes puissances.

II.

Les flammes

La grève générale : une perspective internationale

Trois jours parmi une crise majeure de l'histoire sociale suisse

A l'armistice, une grève générale éclate en Suisse. Du 12 au 14 novembre 1918, plus de deux cents mille travailleurs cessent le travail, avant que le Conseil fédéral décide d'employer l'armée pour mettre un terme à la grève. Après des affrontements sanglants, les dirigeants socialistes et syndicalistes capitulent.

Cet événement, exceptionnel dans l'histoire suisse, a suscité une production historiographique abondante, et il a en effet une certaine importance. Aucun doute à cela. La grève est, en réalité, le symptôme le plus aigu d'une crise politique globale en Suisse qu'on peut faire débiter au printemps 1917 déjà, avec l'affaire Hoffmann, du nom du ministre des affaires étrangères, acculé à la démission suite aux révélations de ses démarches en faveur d'une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie. La crise dure jusqu'à l'été 1919. A partir de ce moment-ci, les conflits entre les ouvriers et le patronat s'atténuent. Les grèves, elles, restent encore relativement nombreuses en 1920, avant de diminuer très sérieusement dès l'année suivante. Même si les Socialistes renforcent considérablement leur représentation à la chambre basse à la fin de l'année 1919, grâce au vote à la proportionnelle, les Radicaux, le centre-droit libéral, grand perdant des élections, se penche vers la droite pour consolider leur pouvoir en acceptant un second conseiller fédéral catholique. A partir de l'hiver 1919-1920, l'ordre est rétabli en Suisse. Les années 1920 marquent l'essor d'une politique libéral-conservatrice défendue par le bloc-bourgeois paysan, tandis que la gauche se tourne progressivement vers le réformisme modéré.

Avant cela, quoi qu'il en soit, les troubles politiques, mesurés à l'échelle de la politique suisse, ont été très sensibles. La Suisse n'était pas un îlot de stabilité avant la guerre : au début du XXe siècle, une vague de grèves avait traversé le pays. Toutefois, la situation s'était quelque peu stabilisée avant le déclenchement de la guerre et l'acuité des conflits politiques, en 1918 et 1919, est nettement plus prononcée. Comment expliquer l'éclatement de cette crise ? A l'intérieur du pays, les causes du mécontentement du mouvement ouvrier sont avant tout économiques. L'inflation, très forte pendant la guerre, a conduit en Suisse à une détérioration du pouvoir d'achat des salariés, assez comparable à la dégradation dans les pays belligérants de l'Entente. Les problèmes d'alimentation et d'approvisionnement aggravent aussi les mauvaises conditions de vie de la population, même s'il faut admettre que la situation n'est pas du tout identique ici à celle chez les Centraux ou a fortiori en Russie, dont

la population souffre de famine à la fin de la guerre. A cela vient s'ajouter la conduite politique autoritaire d'un Conseil fédéral, qui jouit des pleins-pouvoirs conférés par le parlement au début de la guerre, mais qui a perdu beaucoup de sa légitimité en raison de la germanophilie affichée par une bonne partie de ses membres et des multiples affaires et scandales qui ont éclaboussé le pays à partir de 1916. Lorsqu'au début de l'année 1918, le Conseil fédéral décide d'imposer un service de travail obligatoire aux Suisses, la classe ouvrière s'oppose fermement à cette mesure. Finalement, on ne peut négliger une condition plus impondérable : l'épuisement moral de la population causé par la durée du conflit, un sentiment qui existe également dans les pays neutres, chez les mobilisés et leur famille en particulier.

Pour les contemporains, la crise était aigue. A nos yeux, la crise l'est également : c'est probablement le moment de déstabilisation politique le plus prononcé de l'histoire suisse depuis la création de l'Etat fédéral en 1848 jusqu'à nos jours. Les rapports diplomatiques, français, britanniques et allemands, formulent d'ailleurs cette interprétation à l'époque. Ceci dit, si l'on prend quelque distance avec l'événement, une telle présentation pose une série de problèmes. Il faut d'abord souligner que la grève générale, en soi, est un événement dont il ne faudrait pas surévaluer la portée, ne serait-ce que parce qu'il a une durée extrêmement limitée, de trois jours. Même si la mobilisation de l'armée et les conflits violents dans les rues de Suisse ont frappé les esprits, il est beaucoup plus intéressant pour l'historien de se pencher sur le déroulement de la crise de 1917-1919, prise dans son ensemble. C'est celle-ci qui fait sens pour l'histoire suisse. D'où la première critique historiographique : les analyses historiques de la grève sont beaucoup trop événementielles.

Des troubles, avant un retour à l'ordre précoce en Suisse

Mais une seconde critique, plus importante, doit être formulée par rapport à l'historiographie de la grève générale : le manque de perspective internationale. Or, en comparaison de la situation des pays belligérants, la déstabilisation politique à la sortie de la guerre en Suisse - et a fortiori l'événement lui-même de la grève - est d'une dimension minime. C'est une évidence en comparaison de l'ensemble des pays de l'Est, tout comme de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie. La plupart de ces pays connaissent en effet des troubles révolutionnaires et des situations se rapprochant de la guerre civile, suivis de conflits politiques d'une violence extrême sur une période allant jusqu'en 1922, voire 1923 concernant l'Allemagne. Il est simplement faux de considérer que la situation en Suisse est similaire à celle de ces pays. Peut-on mettre sur le même plan les quelques heurts qui se produisent en Suisse et la situation italienne par exemple, marquée par des occupations d'usine de très grande ampleur, des conflits armés entre fascistes et socialistes durant près de trois années, tout ceci aboutissant à

l'arrivée au pouvoir de Mussolini, première étape de la liquidation de la démocratie italienne ? Et peut-on rapprocher la grève générale des troubles en Allemagne, où, aux portes de la Suisse, la Bavière se transforme au printemps 1919 en une République des soviets ? Poser la question, c'est y répondre et ce, sans parler de la situation en Russie, où la guerre civile et la famine au début des années 1920 font à elles seules plus de victimes que la guerre mondiale en Europe. Rien de tel certes en France et en Grande-Bretagne. Il n'empêche que les conflits sociaux sont là aussi nettement plus importants qu'en Suisse à la fin de la guerre. Il suffit pour s'en convaincre de consulter les statistiques sur les jours de grèves dans ces pays.

En réalité, dans une perspective européenne, ce qui frappe avant toute chose dans l'histoire suisse après la guerre, c'est la rapidité de la normalisation politique dans le pays, beaucoup plus que l'ampleur des conflits sociaux. Pendant la seconde moitié de l'année 1919, la situation est, en effet, stabilisée et le tournant conservateur est parachevé pendant l'hiver 1919-1920. La Suisse est un des seuls pays d'Europe à opérer cette stabilisation si précocement. Il est vrai que l'année 1920 est caractérisée par un premier retour à l'ordre dans les anciens pays belligérants. Toutefois, la situation change une nouvelle fois très rapidement, sur fond de recrudescence de l'inflation et des tensions internationales, culminant dans l'occupation de la Ruhr pendant l'hyperinflation allemande. Le retour à l'ordre est achevé en 1924 en Allemagne et seulement en 1926 en France, la stabilisation monétaire allant de pair avec un tournant à droite au niveau politique.

Les effets paradoxaux de la grève

Mais la grève générale, dira-t-on, en dépit de sa dimension relativement limitée, n'a-t-elle pas eu une incidence profonde sur la politique suisse ? N'a-t-elle pas été cette victoire des vaincus que d'aucuns ont évoqué, menant à la transformation du jeu politique en Suisse et l'acceptation par une bourgeoisie apeurée de concessions sociales, certes cédées avec une grande parcimonie ? L'historien, quelles que soient ses affinités avec les revendications des grévistes de l'époque, parmi lesquelles on trouve par exemple l'octroi du vote aux femmes, est dans l'obligation de rejeter catégoriquement cette interprétation, produit d'une justification a posteriori des dirigeants socialistes de leurs propres actes, lorsqu'ils se sont convertis plus tard à une orientation politique plus modérée. Le bilan est incontestable. Des revendications des grévistes, seules la semaine de travail de 48 heures et la proportionnelle ont été accordées. Il faudra attendre 1947 pour que l'assurance-vieillesse soit mise en place, la grève ne pouvant bien entendu plus avoir beaucoup d'incidence sur cette décision politique. Le droit de vote aux femmes sera octroyé, lui, un quart de siècle plus tard. Mieux encore, il semble assez clair que les deux concessions

obtenues par les grévistes auraient été faites sans la grève. Le principe du vote à la proportionnelle est déjà décidé avant la grève, les Socialistes obtenant uniquement une élection anticipée du Conseil national. Quant aux 48 heures, c'est après qu'elles ont été acceptées par les principales démocraties d'Europe que les dirigeants suisses les concèdent définitivement en juin 1919. D'ailleurs, même si le peuple refuse en référendum de revenir sur cette législation, elle sera appliquée dès le début des années 1920 avec un certain laxisme.

La grève n'a pas empêché en Suisse le thermidor de 1919-1920, aucun doute à cela. Au point de vue politique, elle a incité les Radicaux, selon la logique toute mathématique de la proportionnelle, à faire alliance sur leur droite. Le Conseil fédéral, après le renouvellement de quatre de ses membres, est incontestablement plus conservateur au printemps 1920 qu'il ne l'était une année auparavant. Le développement de l'Etat social est, lui, resté minime. Mais ne doit-on pas pousser l'interprétation plus loin ? La capacité de la bourgeoisie suisse de faire cesser rapidement la grève en comparaison internationale, n'a-t-elle pas renforcé sa confiance dans la possibilité de faire fi des revendications de la gauche, plutôt que d'accepter des concessions sociales plus étendues ? Autrement dit, la grève, au lieu de marquer à jamais les esprits de la bourgeoisie suisse concernant les troubles qu'une politique antisociale peut générer, n'a-t-elle pas eu l'effet inverse, à savoir celui de convaincre cette dernière de la modération et de la docilité de la population suisse ? Compte tenu de ce que les dirigeants fédéraux ont, sous leurs yeux, le contre-exemple de l'Allemagne, cette question, me semble-t-il, doit être répondue par l'affirmative. La grande peur de la révolution mondiale est très rapidement devenue un instrument purement rhétorique pour justifier une attitude de fermeté contre le mouvement ouvrier. Si la grève a un effet à long terme sur les consciences, c'est donc plutôt en ce sens qu'il s'est produit, bien qu'il soit vrai que certaines mesures économiques prises pendant la Seconde Guerre mondiale ont pu être influencées par la volonté d'éviter une déstabilisation politique comme en 1918.

Affirmer cela, ce n'est aucunement dire que les grévistes seraient responsables du conservatisme politique de la Suisse durant les années 1920. C'est simplement prendre en compte le fait que l'histoire, du monde comme celle de la Suisse, est souvent paradoxale, que les événements peuvent échapper à leurs acteurs et produire des effets inattendus. On ne peut faire fi de tous ces éléments. Ce serait céder à une perspective étroitement nationale et à une approche historique événementielle aux accents mythifiant, un parti pris pour le moins surprenant puisque l'histoire de la grève est désormais écrite par des historiens qui revendiquent une lecture critique du passé de ce pays. Combattre les mythes patriotiques qui ont imprégné l'histoire suisse jusqu'à récemment est un but légitime. Mais on ne combat pas les mythes avec l'usage d'autres mythes. On les combat avec la vérité.

La grève générale et la géopolitique européenne

Il faut ajouter quelque chose d'autre à tout cela. Il ne fait aucun doute que la grève générale n'est pas le produit d'un complot international qui aurait été minutieusement fomenté. Le déroulement des événements, largement improvisé, le prouve. Au-delà des causes structurelles, elle est la résultante d'un cumul de tensions et de provocations au long de l'année 1918 entre le camp de l'ordre et du mouvement, cela dans une situation sociale explosive et pendant un moment très spécifique au point de vue international, l'armistice, qui ouvre tout grand le champ des possibles politiques. Quoi qu'il en soit, si l'événement de la grève générale a une portée internationale et que les diplomates étrangers y accordent une grande attention, c'est essentiellement pour des raisons différentes de celles qui ont été évoquées jusqu'à présent. C'est simplement parce que Lénine, Trotski et consorts ont noué des liens étroits avec les Socialistes suisses pendant la guerre, ce qui, quoi qu'on en pense, n'est pas anodin en 1918. Les dirigeants britanniques, en particulier, qui font montre habituellement d'une indifférence notoire teintée d'ennui pour la politique suisse, sont très alarmés par cette situation. Lénine était en Suisse jusqu'en 1917, il y a participé aux activités révolutionnaires, comme la conférence de Zimmerwald, et a radicalisé une partie des dirigeants socialistes helvétiques. Pour couronner le tout, il est revenu en Russie, avec l'aide et de ces derniers et l'accord du Conseil fédéral. En novembre 1918, c'est donc le potentiel révolutionnaire des conflits politiques en Suisse qui inquiète les dirigeants de l'Entente. C'est qu'ils craignent une contagion entre les troubles révolutionnaires en Allemagne et en Autriche et la déstabilisation en Suisse. Or, ce qui compte avant toute chose pour eux, c'est d'éviter que l'armistice et l'écroulement des empires centraux conduisent à un embrasement généralisé de la situation politique. C'est pourquoi la grève générale est un événement, parmi beaucoup d'autres, qui est surveillé de très près de l'étranger. Les dirigeants des puissances alliées en font une lecture géopolitique, allant jusqu'à envisager une intervention militaire dans le cas le plus extrême.

A posteriori, quand on considère la durée de la grève et la facilité avec laquelle elle a été stoppée, cette réaction peut prêter à sourire. D'autant plus que les revendications des leaders socialistes sont réformistes, et non révolutionnaires. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas écarter de l'histoire de la grève l'existence des liens internationaux entre les Socialistes suisses et les mouvements révolutionnaires, russes et allemands en particulier. Une telle omission, sous prétexte de combattre une interprétation conspirationniste de la grève, semble très surprenante au vu de l'internationalisme affiché par le mouvement ouvrier. On ne doit pas oublier, par ailleurs, que les dirigeants socialistes suisses ont une orientation très différente de celle d'aujourd'hui. Ils votent à une très large majorité l'adhésion à la Troisième internationale après la grève, avant d'être désavoués par leur base, et refusent de participer au congrès international de

Berne organisé par les sociaux-démocrates modérés au début de l'année 1919. A cela s'ajoute que dans la séquence d'incidents qui mènent à la grève générale, la décision du Conseil fédéral de rompre les relations avec la Mission soviétique de Berne et le premier anniversaire de la révolution russe ont incontestablement pesé d'un certain poids.

La grève générale est donc un événement, comme tout événement, qu'il faut intégrer dans une optique de moyenne et de longue durée et qu'il faut remettre en perspective internationale, ce qui revient à reconsidérer sa signification et sa dimension à sa juste valeur. Par ailleurs, la grève est aussi en soi un événement international, qui fait partie pour les raisons indiquées d'une crise politique générale en Europe après l'armistice. Finalement, la répression de la grève elle-même a une dimension internationale. On ne saisit pas la réaction très ferme des autorités fédérales sans tenir compte de la situation internationale, en Allemagne surtout, et sans l'intégrer dans la stratégie de rapprochement de l'Entente par la Confédération à la fin de la guerre. A la veille de la grève, les diplomates étrangers font comprendre plusieurs fois au gouvernement helvétique qu'ils attendent surtout de lui qu'il garantisse la stabilité du pays.

Pour les dirigeants suisses, transformer le pays en un bastion libéral-conservateur au centre de l'Europe, n'était-ce pas le meilleur moyen de se faire accepter par les vainqueurs de la guerre et de s'assurer dans le futur de jolies retombées, tant politique qu'économique ? Au lendemain de la Grande Guerre, ils le savaient trop bien, la rapidité du retour à la normale allait d'ailleurs devenir un des meilleurs atouts pour achever de transformer la Confédération en une terre d'asile des fortunes des bourgeoisies européennes en rupture de ban.

III.

Le phare

Le consensus autour du secret bancaire dans la société suisse, entre justification éthique et aliénation politique

Pendant les Trente Glorieuses, alors que la place financière suisse accueillait de très volumineux capitaux étrangers, les oppositions politiques contre le secret bancaire à l'intérieur de la Confédération demeurèrent extrêmement timides. Ce consensus n'allait pas de soi. Après l'introduction d'un impôt à la source, la grande majorité des citoyens suisses ne pouvait plus profiter du secret bancaire pour éluder leur devoir fiscal. Quant aux emplois dans les banques, ils pesaient encore très peu en proportion de la population active. Sans doute, cette adhésion surprenante était-elle le reflet du conservatisme de la société helvétique d'après-guerre et de la puissance du patronat bancaire, face à une gauche faible et un appareil étatique sous-développé et décentralisé.

Pourtant, pour comprendre ce consensus autour du secret bancaire, qui s'est largement maintenu jusqu'à l'éclatement de la crise en 2007, il ne suffit pas de recourir à des explications socio-politiques. Il faut s'intéresser à l'idéologie qui a sous-tendu son acceptation.

Le secret bancaire est un humanisme

Le succès, à partir des années 1960, des justifications morales du secret bancaire indique en effet qu'on ne peut faire fi de cette dimension culturelle. Les banquiers helvétiques allèrent alors jusqu'à créer de toute pièce une légende des origines : le secret bancaire aurait été inventé, en 1934, pour protéger les avoirs des Juifs échappant à la spoliation des nazis. Ce mythe absurde fit florès en Suisse pendant plusieurs décennies. Il allait être repris dans les publications universitaires les plus sérieuses. Ironiquement, le fameux pourfendeur des banques suisses, le Socialiste Jean Ziegler, ne parvint pas lui-même à s'en défaire.

La tentative de rehausser l'image de la place financière était certes soutenue par un lobbying intense de l'Association suisse des banquiers. Avec le soutien du gouvernement, l'organisation engagea pendant les années 1960 des opérations de marketing de vaste ampleur. Il n'empêche que, si la société suisse fut autant encline à s'approprier le discours du patronat bancaire, c'était qu'il remuait certains sentiments profondément ancrés dans la population helvétique. Le

consensus autour du secret bancaire s'inscrivait, d'abord, dans le Sonderfall, cette idéologie de l'exception très influente après la seconde guerre mondiale. Car, somme toute, la petite confédération, au centre de l'Europe, était parvenue à échapper à deux conflits à la dimension planétaire pour devenir le pays le plus prospère du continent : n'était-ce pas la preuve la plus éclatante du génie du modèle helvétique, fondé sur le savant mélange du libéralisme et de la neutralité ?

Pendant les Trente Glorieuses, la préservation du secret bancaire, à contre-courant de l'accroissement de la fiscalité en Europe, devint une métonymie de cet exceptionnalisme suisse. Elle protégeait la liberté du citoyen de l'emprise de l'État, dont on connaissait désormais les dérives totalitaires. Le Suisse, lui, pouvait choisir de donner son consentement aux autorités, en déclarant volontairement ses revenus et sa fortune ; il n'agissait pas sous la contrainte. Mais il y avait mieux. La protection du secret bancaire était offerte à tous les étrangers quelles que fussent leurs origines, qui cherchaient à fuir l'imposition punitive et les vexations des autorités fiscales et judiciaires. On était plus très loin de le percevoir comme une expression du refuge neutre, de la politique d'asile de la Confédération qui s'était montrée, on le savait le trop bien, exemplaire pendant la seconde guerre mondiale.

Le secret bancaire était devenu un humanisme.

La magie de l'or et la droiture de l'offshore

Les attaques récurrentes de l'étranger contre le paradis fiscal suisse furent les prétextes à des rituels lors desquels cet imaginaire s'actualisait. On a pu rapprocher le symbole du coffre-fort à celui du réduit national, le dispositif de défense militaire instauré pendant la seconde guerre mondiale par l'armée suisse dans les Alpes. Le banquier était érigé au rang de soldat de la nation. Quant au coffre, bien camouflé, n'était-il pas rempli d'or ? On pouvait ainsi associer le métal jaune à la volonté de résistance, farouche, de l'armée helvétique à la menace nazie, plutôt que de s'attarder sur les ouï-dire au sujet des compromissions de la Banque nationale suisse dans ses affaires avec la Reichsbank. Surtout, l'or renvoyait à la valeur mythique du franc suisse, cette monnaie qui ne se dépréciait pas.

Et voilà qu'un autre univers symbolique s'ouvrait encore, celui de la rigueur, de l'orthodoxie, de la droiture économique, qui était magiquement accouplé au secret bancaire par l'entremise de la force de la devise helvétique, générée par l'importation de capitaux étrangers, quelle que fût la réalité de ce lien. La solidité du franc n'était pas seulement l'affaire des financiers internationaux,

c'était une fierté nationale. Chaque été, les familles de Suisse pouvaient l'éprouver, lors des vacances en France ou en Italie : leur pouvoir d'achat s'appréciait au fil des années et avec une seule pièce de cinq francs, elles recevaient en retour une liasse de billets de banque de ces monnaies mangées par les expérimentations économiques, le planisme, les assurances sociales, le déficit spending. En Suisse, rien de cela : la politique était discrète, austère et équilibrée, ce qui contribuait à la formation d'un peuple de travailleurs responsables, ne pouvant compter que sur eux-mêmes et accumulant au long de leur vie une épargne durement gagnée qui ne serait pas détruite par l'inflation. Quant au banquier, il était, lui aussi, travailleur, il était, lui aussi, austère et discret. C'était un protestant genevois ou zurichois, très peu disposé, à l'opposé des financiers anglo-saxons, aux activités spéculatives. Il gérait prudemment l'argent qui lui était confié.

Le miroir retourné : justification et aliénation

Ces conceptions fantasmagiques agissent assurément dans la population helvétique comme un système de compensation, non seulement face aux transactions douteuses protégées par le secret bancaire, mais encore par rapport à toute une série de contradictions à l'intérieur de la société helvétique d'après-guerre que celui-ci mettait si bien en évidence et qui étaient probablement trop criantes pour qu'elles pussent être assumées, telles quelles, sans aucune couverture moralisante. Le secret bancaire exprimait en effet la contradiction entre le programme gouvernemental de rigueur budgétaire et le laxisme des autorités fiscales, entre la rhétorique du désengagement qui sous-tendait la neutralité et l'expansion internationale des affaires des banques suisses, entre le culte du travail et la position rentière de l'économie helvétique.

Une dernière considération s'impose. Pour les groupes sociaux qui n'appartenaient pas à ses bénéficiaires directs, le secret bancaire servit d'autojustification à leur aliénation politique, ce qui, évidemment, la consolida en retour. La richesse de la Suisse était-elle dépendante de l'afflux d'argent étranger drainé par le secret bancaire, croyait-on devoir admettre ? Voilà une idée des plus courantes chez les classes moyennes, usant de conceptions néomercantilistes, encouragées par l'absence de toute alternative sérieuse à l'orthodoxie économique dans la Confédération. En ce cas, consentir à la politique des dirigeants helvétiques, même si elle était désavantageuse pour soi dans l'immédiat, n'était plus une simple obligation ; puisque la cause nationale était en jeu, c'était un devoir qui avait une dignité. Toutefois, quels que fussent les discours sur le secret bancaire, comment se défaire de l'impression que cet impératif n'était pas parfaitement en accord avec sa conscience ?

Or, si quelqu'un se croit obligé de délaissier, pour ce motif impérieux qu'est la préservation du niveau de vie et du confort dans son pays, et son intérêt personnel et sa morale, n'est-il pas en bonne voie pour abandonner tout jugement critique et tout sens politique ?